Annexe R
Ébauche du rapport intérimaire de la RGCM
En date du 21 juillet 2017

De : [Poland, Mark \(MAG\)](#)
À l'intention de : [+JAG-Consultations@JAG MJ Strat@Ottawa-Hull](#)
Objet : Soumission à l'ERGCM - 31 GBC/RHFC
Date : 23 novembre 2016 11:38:07 AM

OBSERVATIONS

Conformément aux directives reçues de l'ERGCM concernant le format des observations, je vais présenter celle-ci informellement, par points (au nom des équipes de commandement et des soldats du 31 GBC).

Notez que la présente observation est fondée sur mon expérience à la fois avec la P rés de l'AC et auprès du JAG. J'étais officier de l'Arme blindée de 1990 à 2000. J'ai ensuite servi auprès du JAG (comme JAA Centre et ensuite dans la DSAD). En 2011, je suis revenu à l'AC, et j'ai effectué un RECL V vers l'ID SGPM de l'infanterie. En 2015, on m'a désigné comme cmdt du Royal Highland Fusiliers of Canada (RHFC). Le RHFC est une unité de la P rés composée de 204 soldats en rôle d'infanterie légère, avec des quartiers généraux dans la région de Waterloo. Comme civil, je suis avocat de la Couronne de la région de Waterloo, où je supervise 23 avocats. Mes observations sont les suivantes :

- En général, il est suggéré que des efforts soient mis en œuvre pour que la cour martiale (CM) reste « militaire ». La voie à suivre doit reconnaître le caractère unique du service militaire pour les juges militaires (JM), les procureurs et les avocats de la défense.
- Le niveau d'expérience de la branche judiciaire de la cour est inquiétant. Il pourrait être amélioré significativement en accédant aux prestations d'avocats militaires de la Réserve en vertu de la LDN. Il ne faut pas que cette disposition soit strictement utilisée en cas de guerre. Cet article devrait plutôt être utilisé comme façon de pour faire en sorte que des avocats plaidants d'expérience soient affectés à la cour. Comme commandants, nous dépendons de la cour pour administrer la justice afin de permettre du même coup à la chaîne de commandement de maintenir la discipline, tout en veillant à ce que nos soldats paraissant en cour fassent valoir l'entièreté de leurs droits. Ce délicat équilibre est mieux réalisé par un juge qui a à la fois de l'expérience militaire (afin de comprendre le contexte unique des infractions commises en service) de même que les compétences et l'expérience nécessaires pour rendre justice dans un environnement complexe de litige. Le niveau d'expérience nécessaire pour exécuter cette fonction est difficile à atteindre si les affectations judiciaires militaires sont généralement tirées d'un service de poursuite/défense qui ne traite qu'environ 70 dossiers par année. C'est, franchement, environ la charge de travail d'un seul avocat (ou deux, tout au plus) dans l'appareil judiciaire civil.
- Par conséquent, il pourrait être sage de considérer la révision des critères d'affectation afin de permettre l'affectation de JM (qui répondent aux autres

critères seuil) qui ont au moins 10 ans d'expérience (F rég ou F rés), mais qui ont pris leur retraite des FAC. En d'autres mots, les FAC pourraient augmenter le nombre potentiel de personnes avec de l'expérience judiciaire plus vaste en ouvrant les affectations à des membres à la retraite qui ont continué leurs carrières au civil, mais qui disposent néanmoins de suffisamment d'expérience militaire pour pouvoir siéger dans le contexte des FAC.

- Bien que cette idée soit peu conventionnelle, nous pourrions plutôt nous demander si un JM doit être un officier affecté à un grade en particulier plutôt qu'un membre ayant tout simplement le poste de « juge ». Le grade de colonel ne devrait pas être perçu comme nécessaire en soit pour correctement s'acquitter des fonctions d'un juge de procès.
- Que 4 juges permanents soient responsables d'environ 70 dossiers par année est franchement insuffisant pour veiller à ce que leurs compétences restent affûtées. Il faudrait considérer les affectations croisées (détachements?) de JM à des cours civiles au niveau des procès (et non à la Cour fédérale!) pour que les militaires désignés continuent à cumuler de l'expérience judiciaire.
- La dépendance accrue sur les membres de la Réserve (qui sont avocats et avocats plaidants d'expérience) comme procureurs et avocats de la défense permettrait de veiller à ce que des avocats suffisamment expérimentés défendent nos soldats et intentent des poursuites au nom de Sa Majesté. Il est suggéré que presque l'entièreté de la composante de la CM du SJM soit une tâche de la Réserve, appuyée par un petit cadre de membres de la Force régulière (en proportion d'environ 10:90). Cela entraînerait non seulement des économies potentiellement importantes, mais garantirait aussi (avec une sélection prudente d'avocats militaires de la Réserve) que la CM soit dotée d'avocats plaidants d'expérience. L'emploi d'avocats militaires de la Force régulière serait alors (mais pas exclusivement) axé sur le côté de la pratique qui s'intéresse à la procuration ou au conseil, avec la capacité de développer davantage d'expertise dans des domaines du droit opérationnel et du DCA.
- La CM doit clairement être une cour permanente (c'est-à-dire qu'elle ne doit pas être mise sur pied seulement au besoin), avec une autorité de réglementation qui existe en dehors d'une exigence de production de règlements. Elle devrait être établie de façon aussi pleinement et fonctionnellement équivalente à la cour supérieure des provinces.
- Il est suggéré que des efforts soient mis en œuvre pour retenir à la fois la CMP et la CMG. En ce moment, le conseil est également invité à continuer son examen de la CMG pour élargir l'élément du « jury des pairs » qui est présent lors de procès civils. Les grades inférieurs devraient être invités à participer comme membres du conseil à ce sujet. L'exploration des options pour gérer les différences de grade dans le conseil pour veiller à la participation entière de tous ses membres, y compris la désignation d'un grade de « juge » commun pendant la période de travail dans le conseil serait également un moyen progressif permettant à tous les membres de participer au système de justice qui les affecte.
- Il est suggéré que les frais juridiques pour la prestation d'une défense soient payés par les membres selon une échelle de qualification ou de « capacité à payer », avec un plancher limite. Pour que ce soit juste pour les membres de la Réserve, cette méthode serait fondée sur une analyse des revenus réels par

année, et non sur une base de « revenu annuel potentiel ». Lorsqu'un militaire en service est acquitté après un procès, la contribution entière du militaire pour payer les frais juridiques serait remboursée. Pour être franc, je me dois de mentionner que mon SMR et moi ne sommes pas d'accord sur ce point. Il croit que le SJM devrait payer pour la défense des soldats directement. Sa perspective est purement « axée sur les soldats ». Pour ma part, je suis orienté par une perspective plus générale sur la surintendance du système de justice militaire (SJM) et mon expérience au sein du DSAD. Un soldat engagé à faire une contribution financière dès le départ pour une défense pourrait avoir un effet positif pour limiter ou limiter les demandes sans mérite ou spéculatives.

- Le taux/mérite de rendement du DSAD et le financement du bureau du DSAD devraient être supervisés par un organisme désigné qui maintient ses distances du JAG. Le DSAD ne devrait pas faire partie de la chaîne de commandement du JAG. Les avocats du DSAD (comme le DPM) devraient généralement être constitués d'avocats militaires de la réserve qui sont des avocats plaidants d'expérience. Cela exige qu'ils soient rémunérés de façon attrayante pour offrir leurs services au DSAD/DPM plutôt qu'à leurs bureaux civils.
- Le SJM devrait continuer à assurer les poursuites à la fois des infractions en service et des infractions en vertu des lois générales du Canada, y compris et surtout le Code criminel. Le système actuel accordant les compétences sur les personnes et sur les infractions est approprié pour les membres de la Force régulière, mais les dispositions de l'article 60 de la LDN (concernant les membres de la Réserve) a vraiment besoin d'une révision, en particulier pour refléter les réalités du service d'un réserviste, y compris le service de Classe B. L'établissement d'un lien juridique avec les membres de la Réserve de Classe A qui ne sont pas couverts par les éléments de l'article 60 de la LDN, mais où leur comportement contesté indique un lien clair et convaincant avec le service, serait fort utile. Cela représenterait l'inclusion d'une « responsabilité illimitée, mais qualifiée » pour les réservistes, ce qui serait franchement un pas dans la bonne direction.
- Les sentences livrées à la CM devraient refléter l'approche civile en matière de sentences (y compris les dispositions en temps consécutif, qui évite le système hiérarchique en faveur d'un système donnant plus de liberté au juge et aux circonstances de l'infraction et du contrevenant). Les JM devraient continuer à déclarer toutes les sentences. Les sentences particulières au service devraient être conservées, car elles sont nécessaires pour correctement gérer les inconduites et maintenir la discipline. Un examen des punitions mineures liées aux membres de la Réserve devrait avoir lieu en vue d'accorder une flexibilité accrue en matière de sentence et un accès aux sanctions appropriées.
- Le droit commun civil en matière de preuves est bien supérieur aux règles militaires de la preuve. Le droit commun s'élargit et évolue pour aborder les nouveaux problèmes, alors que les règles militaires de la preuve sont inutilement guindées, inflexibles; elles risquent constamment d'être dépassées par les éléments de la jurisprudence, de la société et d'autres changements.
- Les juges de la CACM devraient être constitués de conseils ayant une grande expérience du droit criminel. L'utilisation de juges fédéraux n'est pas optimale, étant donné leur manque d'expérience en matière de droit criminel. Compte tenu de la recommandation précédente de mettre sur pied une cour permanente

comme équivalent à la cour supérieure, la CACM devrait être établie comme réelle cour d'appel. Le modèle utilisé par les cours d'appel des TNO vaut la peine d'être examiné. Ce niveau de la cour n'a pas besoin d'être doté exclusivement de juges ayant de l'expérience préalable dans l'armée, bien que la désignation d'anciens JM (y compris JM de la Réserve) à la CACM (peut-être seulement au besoin) devrait être considérée sérieusement pour que les conseils futurs aient un « interprète » juridique qui connaît le contexte militaire concernant les infractions étudiées.

- Les victimes vulnérables devraient recevoir les protections envisagées par le Code criminel, y compris les interdictions de publication et le potentiel d'utiliser les aides au témoignage, dont les TVCF et des personnes de soutien.
- Bien que les exigences théoriques d'une CM pouvant siéger à l'extérieur du Canada existent encore, et bien que la cour conserverait une flexibilité de compétence suffisante pour s'établir à l'extérieur du Canada, une CM ne devrait pas être mise sur pied à l'extérieur du Canada, en raison de la durée de la majorité des tournées opérationnelles de l'époque moderne, à moins qu'il y ait des raisons très précises de le faire. Toute suggestion limitant les affectations d'un membre de la cour (qu'il soit juge, procureur ou avocat de la défense) en raison d'une connexion nécessaire à une « obligation illimitée de servir » devrait être évitée assidûment.
- De surcroît, plus généralement, la mise sur pied d'une CM dans des garnisons (plutôt qu'à un endroit centralisé) devrait continuer à être encouragée. Bien qu'il soit possible de faire venir le soldat à la cour, il est mieux que la cour se rende au soldat. Si la justice militaire (et particulièrement les buts des sentences, dont la dissuasion et la dénonciation générales) doit être appuyée, il est important que nos soldats (qu'ils soient directement concernés par le procès ou non) voient la justice être rendue. C'est pourquoi il faut davantage de soutien initial dans le processus de CM. Les conseils juridiques restent difficiles d'accès, et des délais très prolongés sont manifestes au niveau des unités. Le processus d'accorder des conseils juridiques dans les étapes avant et après les accusations devrait être intégré pour que des procureurs d'expérience puissent conseiller au sujet des problèmes de rédaction des accusations dès le départ afin d'éviter le problème de cloisonnement conflictuel qui existe actuellement.

Je serais ravi d'effectuer un suivi sur les points mentionnés si cela peut être utile.
Merci beaucoup d'effectuer cet examen important.

LCol / Lcol Mark T. Poland, CD

Commanding Officer
The Royal Highland Fusiliers of Canada
Canadian Armed Forces

Mark.Poland@forces.gc.ca<mailto:Mark.Poland@forces.gc.ca> / 519-740-3325 /
CSN: 625-3325 / Cellular: 226-339-8239 / Facsimile: 519-622-6171

Commandant

The Royal Highland Fusiliers du Canada

Forces armées canadiennes

Mark.Poland@forces.gc.ca<<mailto:Mark.Poland@forces.gc.ca>> / Tél. : 519-740-3325

/ RCCC : 625-3325 / Cellulaire : 226-339-8239 / Télécopieur : 519-622-6171